

DÉCLARATION DE GENERATION-90 SUR « L'AFFAIRE FRIDOLIN NKE »

ENLÈVEMENT ET TORTURE DU Dr. FRIDOLIN NKE: GENERATION-90 exige la révocation immédiate du COLONEL BAMKOUI et sa traduction sans délai devant la justice militaire!

I. Les FAITS

Le Dr Fridolin NKE est enseignant au Département de Philosophie de l'Université de Yaoundé 1 au Cameroun. Il a récemment publié un livre très critique sur la gestion du pouvoir par Paul Biya et son régime, intitulé " Paul Biya, Chroniques de la fin". Il a ensuite commencé à réaliser des 'directs' sur les réseaux sociaux pour faire la promotion de son livre et analyser la situation sociopolitique du Cameroun.

Au cours d'un de ces directs, Fridolin NKE a pointé l'échec de l'armée dans la guerre civile qui sévit dans le Nord-ouest et le Sud-ouest, et dénoncé la voracité de la hiérarchie militaire, y compris de la Sécurité Militaire (SEMIL) qui selon lui, entretient cette sale guerre dans le seul but de s'enrichir au détriment de la troupe qui se fait massacrer au quotidien sur le théâtre des opérations par des séparatistes.

Se sentant visé par Fridolin NKE, le commandant de la Sécurité Militaire, le Colonel BAMKOUI, passe un coup de fil très menaçant à l'enseignant de philosophie. Ce dernier enregistre la conversation et la diffuse largement sur les réseaux sociaux.

Furieux, le Colonel BAMKOUI convoque alors Fridolin NKE dans ses bureaux à la Sécurité Militaire. Les conseils du Dr NKE jugent cette convocation arbitraire et illégale, et conseillent à leur client de ne pas s'y rendre. Fridolin NKE respecte les recommandations de ses conseils et ignore la convocation de BAMKOUI.

Le 20 Septembre 2021, à la mi-journée, alors qu'il vaquait tranquillement à ses occupations dans la ville de Yaoundé, le Dr Fridolin NKE est enlevé par des militaires en civil, brutalisé et conduit manu militari dans les bureaux du Colonel BAMKOUI. Le Dr NKE est torturé, insulté, humilié et contraint par BAMKOUI à réaliser un « direct Facebook» illico presto dans les locaux de la SEMIL. Dans ce « direct», l'enseignant de philosophie, les yeux rougis, explique à son auditoire qu'il a été enlevé dans une brigade de gendarmerie où il s'était rendu pour une autre affaire, et conduit manu militari au bureau du Commandant BAMKOUI et que ce dernier, entouré de ses éléments, le force à faire ce «direct» depuis son bureau». Fridolin NKE explique ensuite « qu'arrivé sur place, il a reçu une violente gifle du Commandant BAMKOUI lui-même et deux autres de ses gardes du corps ». Dans ce « direct » on entend bien BAMKOUI marmonner quelques mots et on voit Fridolin NKE rétorquer courageusement, "oui, c'est vous qui m'avez forcé à faire cette vidéo. Vous m'avez administré une énorme gifle. Et votre garde du corps m'en a administré deux autres". Ce que BAMKOUI ne conteste pas. Le soir de ce 20 septembre, Fridolin NKE a été libéré et a dû passer quelques jours d'hospitalisation dans une clinique.

Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation estudiantine des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

Le 06 octobre, dans une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux, le Dr Fridolin NKE apparaît avec un œil tuméfié, visiblement très mal en point et appelle à l'aide. Dans cette vidéo, le Dr. NKE explique que depuis qu'il a été torturé dans les bureaux de BAMKOUI le 20 septembre, il a des difficultés à voir avec son œil droit et soupçonne BAMKOUI et ses éléments de l'avoir empoisonné.

Le 07 Octobre 2021, Fridolin NKE a passé un scanner dans une clinique de la capitale. Les résultats sont sans équivoque: «*Tuméfaction des parties molles palpébrales de l'orbite gauche (...) avec emphysème sous-cutané d'origine post traumatique*». Les examens médicaux confirment donc clairement les propos de Fridolin NKE: il a été bel et bien torturé et a subi un traumatisme dont la nature demande à être précisée.

II. L'ANALYSE DE GÉNÉRATION-90

Cette affaire incroyable, qui a tout l'air d'une fiction romanesque est d'une extrême gravité appelle de notre part les observations suivantes :

Il est inacceptable qu'un citoyen, qui plus est un universitaire jouissant de la liberté de pensée, proclamée par les textes sur la réforme universitaire de 1993 au Cameroun, soit kidnappé, torturé et humilié par des agents de sécurité transformés en juges d'exécution, pour avoir exprimé une simple opinion sur la situation socio-politique de son pays

Aussi surréaliste que cela puisse paraître, l'affaire Fridolin NKE témoigne du recul enregistré par le Cameroun depuis plusieurs années sur le plan des libertés publiques et nous rappelle l'état d'exception qui y a prévalu de 1960 à la fin des années 1980, où la police politique au service du parti unique UC-UNC-RDPC avait le droit de vie ou de mort sur les citoyens

L'affaire Fridolin NKE est donc un défi non seulement à la communauté universitaire mais à la conscience nationale et à tous les citoyens et constitue un test majeur sur notre capacité à nous insurger contre ce qui s'apparente à une volonté du régime antidémocratique de contrôler notre liberté d'opinion après avoir mis en coupe réglée toutes les libertés acquises à la suite des luttes populaires des années 1990

Au demeurant, les agissements du Colonel BAMKOUI et de ses éléments sont contraires à la constitution camerounaise et à la « Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » ratifiée par le Cameroun. Cette convention, en son article 1er , définit la torture comme «*tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne (...), lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite.(...)* ». La prohibition de la torture est absolue et ne peut souffrir d'aucune exception. L'article 2(b) de cette Convention se veut on ne peut plus clair: «*Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture* »

Ni le Ministre de la défense encore moins le chef d'état-major de l'armée camerounaise, n'ont à ce jour réagi aux actes de tortures subis par le Dr. Fridolin NKE dans les bureaux du Colonel BAMKOUI.

Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation estudiantine des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

Pour faire enlever et torturer personnellement le Dr. NKE dans son bureau, c'est que le Colonel BAMKOUI est convaincu de sa toute puissance, de son intouchabilité et de son impunité. C'est qu'il sait pouvoir compter sur la protection de la hiérarchie militaire et du régime pour lequel il travaille

Si le responsable d'une institution militaire peut enlever et faire torturer librement dans ses bureaux, et à la face du monde, un citoyen en pleine capitale, on peut aisément imaginer les agissements de cette armée contre les citoyens dans les zones de guerre, loin des caméras et des regards inquisiteurs des organisations de défense des droits de l'Homme.

III. LA POSITION DE GENERATION 90

Considérant ce qui précède, **GENERATION-90**:

- 1. Dénonce les traitements inhumains et cruels infligés au Dr Fridolin NKE par le Colonel BAMKOUI et ses subalternes et les tient pour responsables de tout ce qui pourrait arriver à Fridolin NKE;**
- 2. Exige la révocation et l'arrestation immédiates du Colonel Joël BAMKOUI et de tous les militaires ayant participé à l'enlèvement et à la torture du Dr Fridolin NKE le 20 septembre 2021.** Le maintien de BAMKOUI à son poste constituerait une preuve supplémentaire que les actes de tortures et toutes les autres violations graves des droits humains dont est accusée l'armée, notamment en zone anglophone et dans le nord du pays, sont encouragés par le gouvernement camerounais et par le Chef de l'Etat, qui assure la fonction de Ministre de la défense;
- 3. Apporte son soutien inconditionnel au Syndicat National des Enseignants du Supérieur du Cameroun (SYNES) qui appelle à une grève générale dans toutes les universités publiques du Cameroun, le Jeudi 14 octobre 2021** pour protester contre les actes de tortures infligés à Fridolin NKE et aux atteintes aux libertés académiques des enseignants du supérieur;
4. Appelle tous les universitaires camerounais et africains, du continent et de la Diaspora, à se mobiliser pour le triomphe de la Justice pour Fridolin NKE et pour mettre fin aux actes de barbarie de l'armée camerounaise contre les populations civiles;
- 5. Appelle les députés, les corps de métier (Avocats, Médecins, Enseignants du secondaire, les artistes, etc.) et des personnalités de tous horizons à dénoncer publiquement) les actes de torture commis contre le Colonel BAMKOUI et ses subalternes contre l'universitaire Fridolin NKE, afin de décourager à jamais, de tels actes de barbarie qui ternissent l'image déjà gravement écornée de l'armée nationale et de notre pays;**
- 6. S'engage à travailler dans le cadre d'une campagne internationale avec des Organisations syndicales d'Afrique et du monde, des universitaires de tous horizons, des Organisations Internationales de Défense des Droits Humains et du droit à l'éducation, pour que justice soit rendue dans ce qui est désormais « l'affaire Fridolin NKE».**

Paris, le 10 octobre 2021

Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation estudiantine des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

Signataires du présent Appel

1. **Paul-Aarons NGOMO**, Universitaire, New York University, USA
2. **TENE SOP**, Ecologue, German Centre for Integrative Biodiversity Research (iDiv) , Leipzig, Allemagne
3. **Aissatou OUMAROU**, Informaticienne - Network specialist, Manchester, UK
4. **Hugo JOMBWE MOUDIKI**, Juriste, Expert en Droits Humains, droit pénal international et processus de démocratisation, Rwanda
5. **Prof. Narcisse TIKY VI**, Professeur d'Université, USA
6. **Raphael YIMGA TATCHI**, Professionnel - Coopération internationale au Développement et Humanitaire, Canada
7. **Sisulu MBATKAM**, Conseiller et Consultant de Défense, Prétoria, Afrique du Sud
8. **Samuel TEKOBBO**, Ph.D, Senior Materials Scientist, Buckman International, USA
9. **Albert TETANG**, Gestionnaire ISP, Administration publique, Bruxelles/Belgique
10. **Gilbert TCHUKAM**, Expert en question de Sécurité, Consultant Indépendant, Sénégal
11. **Bruno DJEWE**, Expert en Relations publiques internationales, Autriche
12. **Anatole MBARGA**, Consultant - Questions de Sécurité internationale et de Logistique, Hararé, Zimbabwe
13. **Dr. Appolinaire LEKEUNEU**, Economiste, USA

GENERATION-90 est un groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation estudiantine des années 1990 et 2000 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

Contact: thinktank.generation.90@gmail.com | **Tel:** +49 177 41 37 539